

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie,
des finances, du budget et
de la fonction publique

NS 60-2022

Papeete, le 20 JUIN 2022

RAPPORT

relatif à un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2021 (budget général),

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Monsieur et Madame les représentants Antonio PEREZ et Tepuaraurii TERITAHU

Document mis
en distribution

Le 20 JUIN 2022

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3426/PR du 17 mai 2022, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2021 (budget général).

Conformément à l'article 185-8 de la loi organique statutaire : « *L'arrêté des comptes de la collectivité est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif présenté par le président de la Polynésie française après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.* »

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. ».

L'article 32 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française, prévoit que « *après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivante, du compte de gestion établi par le comptable, l'arrêté des comptes de la Polynésie française est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif établi par le Président de la Polynésie française.* »

L'assemblée de la Polynésie française arrête les comptes de chaque année. Elle approuve les différences entre les résultats et les prévisions initiales de l'année, complétées, le cas échéant, par les délibérations modificatives. Elle s'assure de la concordance des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion après pointage des écritures effectuées au niveau de l'article à 3 chiffres par le service ordonnateur et la paie de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivante. »

Il est à noter que les représentants à l'assemblée ont été destinataires du rapport du Président de la Polynésie française, transmis par lettre n° 3430/PR du 17 mai 2022 et constitué de deux tomes, tel que prévu à l'article 155 de la loi organique statutaire¹.

¹ « Le Président de la Polynésie française adresse chaque année à l'assemblée de la Polynésie française :

1° Pour approbation, le projet d'arrêté des comptes de l'exercice budgétaire écoulé, avant l'ouverture de la session budgétaire ;

2° Un rapport sur l'activité du gouvernement durant l'année civile écoulée, sur la situation économique et financière de la Polynésie française et sur l'état de ses différents services. »

Le tome I correspond à la présentation de la situation économique et financière du Pays et au rapport annuel de performance (RAP). Le RAP détaille, pour chacune des 18 missions et programmes liés selon lesquelles le budget du Pays est découpé, l'action menée en 2021 par le gouvernement en faveur des politiques sectorielles, utilisant les moyens budgétaires votés par l'assemblée. Ce rapport, présenté selon une structure identique à celle du rapport DOB 2021, exprime les performances réellement obtenues, comparées aux objectifs prédéfinis.

Le tome II reprend l'organisation administrative de la Polynésie française :

- présentation des schémas sectoriels ;
- autorités administratives indépendantes ;
- délégués interministériels ;
- services administratifs ;
- établissements publics ;
- délégations de service public ;
- sociétés et GIE dans lesquels la Polynésie détient des participations ;
- bilan social de la Polynésie française ;
- état des moyens (parcs immobilier et automobile, situations des moyens informatiques et du dépôt des archives de Tipaerui) ;
- contribution à l'organisation.

Les résultats d'exécution du budget de la Polynésie française, tels que décrits dans le compte administratif et qui ressortent de la comptabilité de l'ordonnateur, concordent avec ceux du compte de gestion du payeur de la Polynésie française, au titre du budget général.

La balance générale du compte administratif peut se présenter de manière simplifiée comme suit :

Section	Mouvements budgétaires		Mouvements réels		Écritures d'ordres	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	169 610 839 696	181 314 382 029	139 475 119 772	132 984 691 032	30 135 719 924	48 329 690 997
Investissement	84 127 420 737	40 511 809 075	51 929 552 619	26 507 912 030	32 197 868 118	14 003 897 045
TOTAL GÉNÉRAL	253 738 260 433	221 826 191 104	191 404 672 391	159 492 603 062	62 333 588 042	62 333 588 042
Résultat de fonctionnement		11 703 542 333	Résultat d'investissement (hors compte 106.8)		- 43 615 611 662	

Le détail des recettes et dépenses par mission du budget général 2021 ainsi que l'évolution des recettes et dépenses réelles des exercices 2012 à 2021 sont annexés au présent rapport (cf. annexes 1 et 2).

I-. RÉALISATIONS EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

A-. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de la section de fonctionnement (hors écritures d'ordre) de l'exercice 2021 s'établissent à 133,0 milliards F CFP contre 125,7 milliards F CFP l'exercice précédent (+5,8 %).

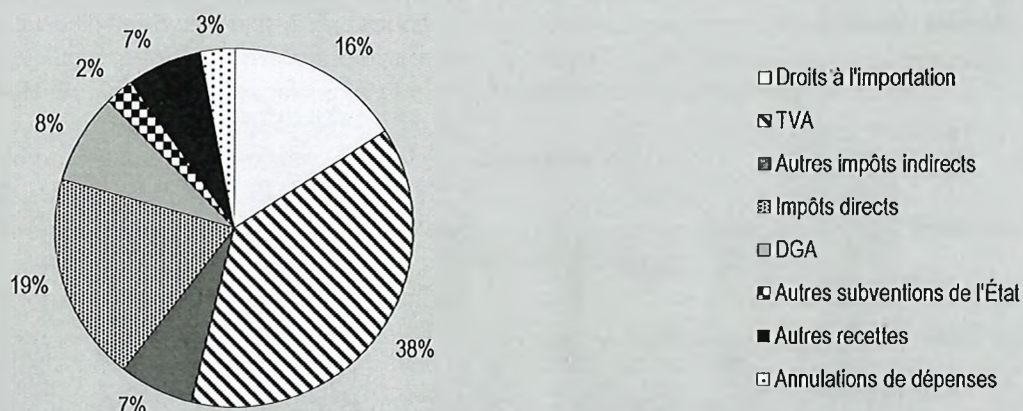
Elles sont en hausse de 7,3 milliards notamment grâce à la forte progression des recettes fiscales indirectes à hauteur de 6,9 milliards F CFP (+7 %) :

- taxe sur la valeur ajoutée : + 4,3 milliards F CFP ;
- droits à l'importation : + 1,9 milliard F CFP ;
- autres impôts indirects : + 1,8 milliard F CFP.

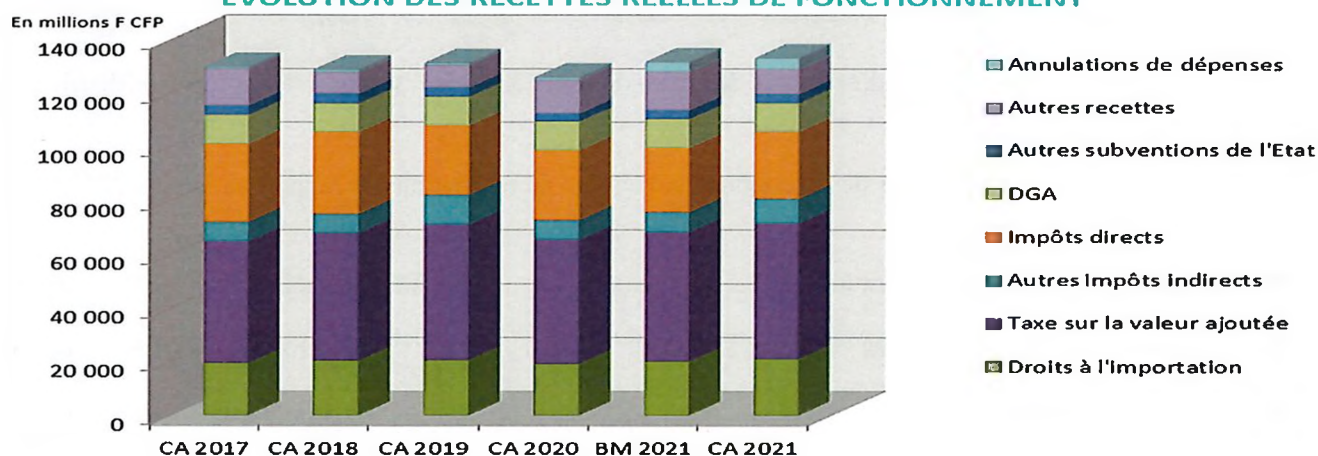
En revanche, le produit des impôts directs baisse de 1 milliard F CFP.

Malgré une deuxième année de crise sanitaire, l'activité économique du Pays dépasse les prévisions de croissance et repart à la hausse.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2021



ÉVOLUTION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



En incluant les écritures d'ordre, les recettes de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 s'élèvent à 181,3 milliards F CFP.

B-. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de la section de fonctionnement (hors écritures d'ordre) de l'exercice 2021 s'élèvent à 139,5 milliards F CFP contre 131,9 milliards F CFP l'exercice précédent (+5,8 %).

Il est précisé que 20,8 milliards F CFP concernent la dotation aux provisions pour les charges à venir relatives au second prêt garanti par l'Etat (PGE 2) qui co-finance le plan de relance 2021-2023, « *Préserver, s'adapter, impulser* », présenté en mars 2021 à l'assemblée de la Polynésie française.

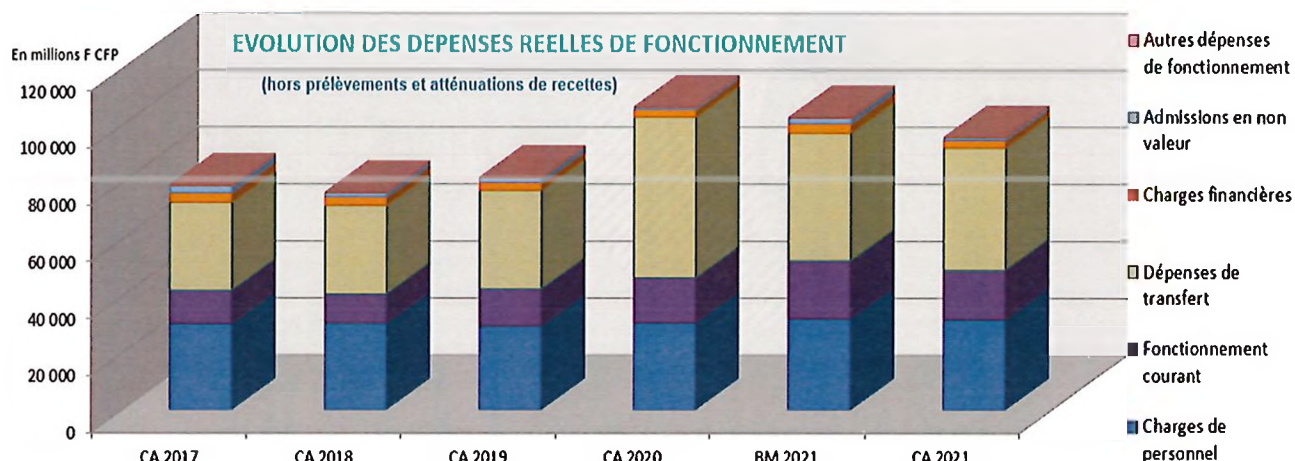
Le plan de relance s'articule autour de trois axes : protéger l'économie et l'emploi, asseoir la résilience et préserver la cohésion sociale.

Les deux autres hausses significatives résultent toujours des impacts de la crise Covid :

- 1,6 milliard F CFP en dépenses de fonctionnement courant en raison notamment du niveau élevé des analyses médicales en convention avec l'institut Louis Malardé ;
- 1,1 milliard F CFP en dépenses de personnel.

S'agissant des dépenses de transfert, la baisse par rapport à l'année précédente s'explique notamment par le solde versé au fonds pour l'amortissement du déficit social (6,9 milliards F CFP) et les aides à l'emploi via le fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (12,6 milliards F CFP) qui ont pesé sur l'exercice 2020.

Néanmoins, le niveau de ces dépenses demeure supérieur à celui d'avant 2020 du fait notamment de la subvention d'équilibre versée à la société Air Tahiti Nui pour un montant de 8,1 milliards F CFP conformément au plan de relance.



En incluant les écritures d'ordre, les dépenses de fonctionnement s'établissent à 169,6 milliards F CFP en 2021.

Par mission, les dépenses de fonctionnement et taux de réalisation par rapport au budget 2021 modifié sont les suivants :

► Mission 960 « <i>Pouvoirs publics</i> »	4,3 milliards F CFP	(93,8 %)
► Mission 961 « <i>Moyens internes</i> »	713 millions F CFP	(75,6 %)
► Mission 962 « <i>Personnel</i> »	31,5 milliards F CFP	(99,5 %)
► Mission 963 « <i>Partenariat avec les collectivités</i> »	17,5 milliards F CFP	(99,2 %)
► Mission 964 « <i>Tourisme</i> »	2,5 milliards F CFP	(90,5 %)
► Mission 965 « <i>Développement des ressources propres</i> »	3,8 milliards F CFP	(92,8 %)
► Mission 966 « <i>Économie générale</i> »	1,9 milliard F CFP	(77,2 %)
► Mission 967 « <i>Travail et emploi</i> »	9,2 milliards F CFP	(96,9 %)
► Mission 968 « <i>Culture et patrimoine</i> »	1,2 milliard F CFP	(98,1 %)
► Mission 969 « <i>Enseignement</i> »	4,4 milliards F CFP	(96,3 %)
► Mission 970 « <i>Santé</i> »	8,3 milliards F CFP	(93,9 %)
► Mission 971 « <i>Vie sociale</i> »	5,9 milliards F CFP	(91,0 %)
► Mission 973 « <i>Environnement</i> »	581 millions F CFP	(81,0 %)
► Mission 974 « <i>Réseaux et équipements structurants</i> »	3,7 milliards F CFP	(74,2 %)
► Mission 975 « <i>Transports</i> »	13,1 milliards F CFP	(97,0 %)
► Mission 976 « <i>Urbanisme, habitat et foncier</i> »	2,0 milliards F CFP	(96,5 %)
► Mission 990 « <i>Gestion fiscale</i> »	24,4 milliards F CFP	(87,6 %)
► Mission 991 « <i>Gestion financière</i> »	34,5 milliards F CFP	(96,9 %)

II-. RÉALISATIONS EN SECTION D'INVESTISSEMENT

A-. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes réelles de la section d'investissement de l'exercice 2021 s'établissent à 26,5 milliards F CFP, dont 16,4 milliards d'emprunts et de dettes assimilées, contre 48,9 milliards F CFP l'exercice précédent (- 45,8 %).

Les 16,4 milliards d'emprunts et de dettes assimilées correspondent :

- aux reliquats d'emprunts contractés avant 2021 et non mobilisés, titrés pour 13,2 milliards F CFP ;
- aux premières tranches des emprunts signés en 2021, mobilisées pour 3,3 milliards F CFP.

Les recettes issues des partenariats financiers totalisent un montant global de 6,8 milliards F CFP dont notamment :

- 5,3 milliards F CFP pour le dispositif du troisième instrument financier (3IF) ;
- 713 millions F CFP au titre du contrat de projets n° 2 (CdP 2) ;
- 394 millions F CFP relatifs au fonds exceptionnel d'investissement (FEI) ;
- 225 millions F CFP pour l'éducation ;
- 90 millions F CFP relatifs au contrat de développement et de transformation (CDT) ;
- 84 millions F CFP de l'agence nationale pour la rénovation urbaine.

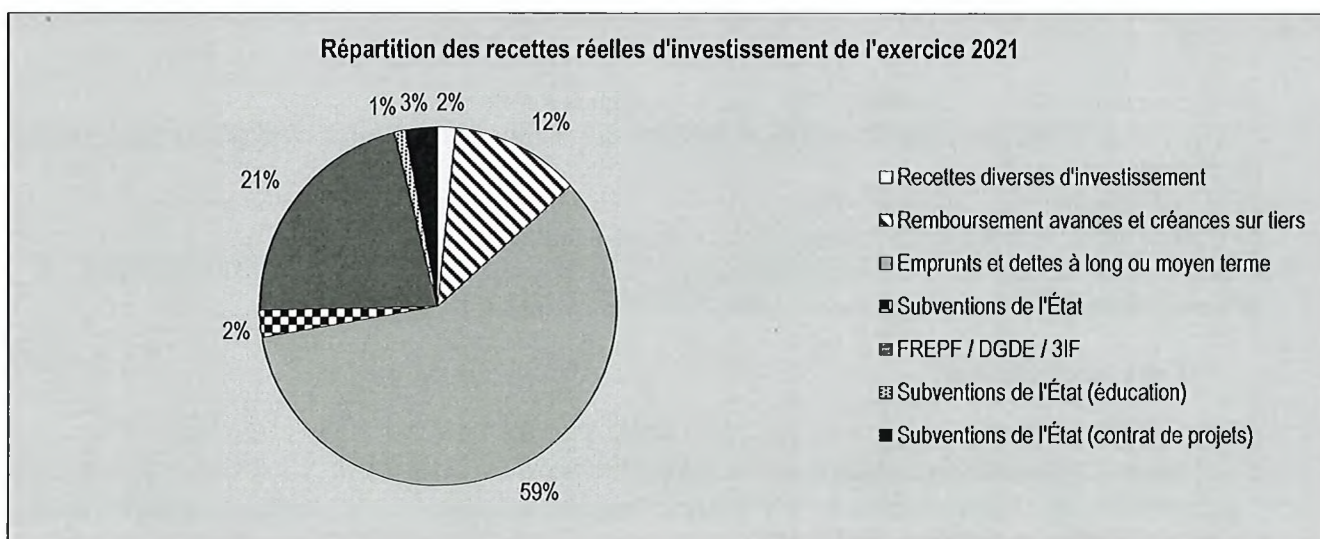
La société Air Tahiti Nui a remboursé par anticipation l'avance en compte en compte courant (ACC) qui lui a été allouée l'année précédente à hauteur de 2,1 milliards F CFP.

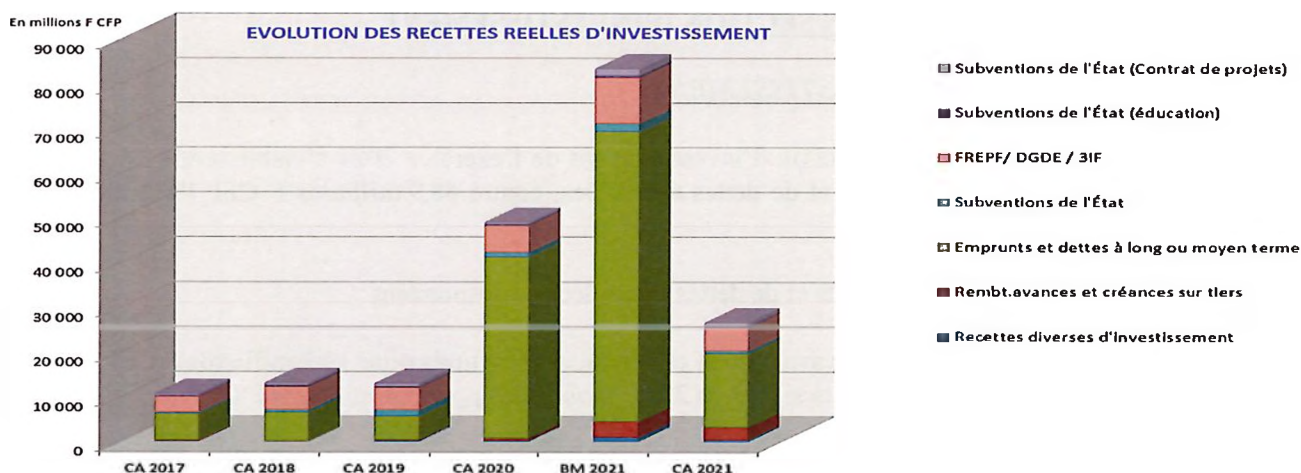
Le titre de recette relatif au remboursement de l'ACC accordée à la société Huilerie de Tahiti a été émis pour 670 millions F CFP.

Les remboursements de trop-perçu s'élèvent à 389 millions F CFP.

Les deux échéances d'emprunt dues par l'office polynésien de l'habitat (OPH), au titre de la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française en 2014, totalisent 39 millions F CFP.

Les échéances de remboursement des prêts accordés aux sociétés Assainissement des eaux de Tahiti et Port de pêche de Papeete représentent respectivement 21 et 5 millions F CFP.





Avec les écritures d'ordre, les recettes de la section d'investissement de l'exercice 2021 s'élèvent à 55,4 milliards F CFP

B- CRÉDITS DE PAIEMENT

Les dépenses réelles de la section d'investissement de l'exercice 2021, hors remboursement en capital de la dette, atteignent 40,2 milliards F CFP contre 45,4 milliards F CFP l'exercice précédent (- 11,4 %).

Pour rappel, les dépenses réelles d'investissement, hors remboursement en capital de la dette, de l'exercice 2020 comptabilisaient notamment :

- 9,6 milliards F CFP de prêt accordé à la caisse de prévoyance sociale (CPS) ;
- 2,1 milliards F CFP d'ACC à la société ATN ;
- 200 millions F CFP d'ACC accordée à la société Tahiti Nui Helicopters.

En 2021, un second prêt a été accordé à la CPS d'un montant global de 7,4 milliards F CFP dont 3,7 milliards F CFP versés en 2021.

Abstraction faite de cette dépense exceptionnelle, les dépenses 2021 progressent de 3 milliards F CFP pour atteindre 36,5 milliards F CFP.

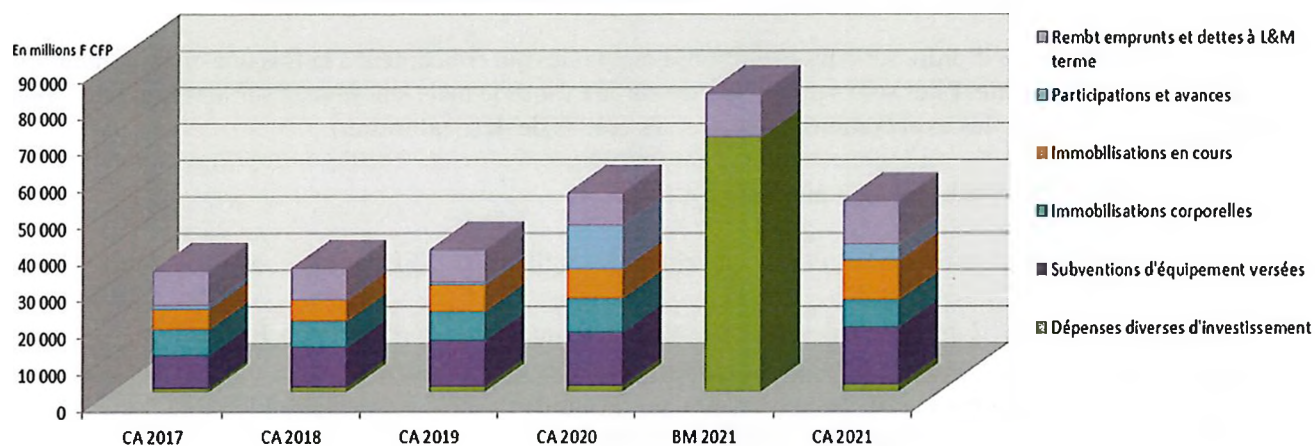
43 % de ces dépenses concernent des subventions d'équipement versées (15,6 milliards F CFP), à destination notamment :

- de l'Office polynésien de l'habitat (OPH) pour 7,7 milliards F CFP ;
- de divers dispositifs d'aides pour 2,1 milliards F CFP dont 1,4 milliard F CFP au titre de l'aide à l'investissement des ménages ;
- des communes pour 1,6 milliard F CFP ;
- de l'Office des postes et des télécommunications pour 1,2 milliard F CFP ;
- de la société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP) pour 598 millions F CFP ;
- du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) pour 532 millions F CFP.

Enfin, se distinguent :

- la construction du SWAC du CHPF à hauteur 1,6 milliard F CFP ;
- des acquisitions immobilières à hauteur de 1,6 milliard F CFP ;
- l'augmentation de la participation de la Polynésie française au capital de la société de transport d'énergie électrique (TEP) pour 655 millions F CFP.

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT



Y compris le remboursement en capital de la dette et les écritures d'ordre, les dépenses d'investissement de l'exercice 2021 s'établissent à 84,1 milliards F CFP.

Par mission, les dépenses d'investissement et taux de réalisation par rapport au budget 2021 modifié sont les suivants :

► Mission 900 « <i>Pouvoirs publics</i> »	29,0 millions F CFP	(22,7 %)
► Mission 901 « <i>Moyens internes</i> »	1,8 milliard F CFP	(44,4 %)
► Mission 903 « <i>Partenariat avec les collectivités</i> »	2,1 milliards F CFP	(36,4 %)
► Mission 904 « <i>Tourisme</i> »	734 millions F CFP	(9,1 %)
► Mission 905 « <i>Développement des ressources propres</i> »	2,1 milliards F CFP	(28,0 %)
► Mission 906 « <i>Économie générale</i> »	616 millions F CFP	(49,5 %)
► Mission 907 « <i>Travail et emploi</i> »	20 millions F CFP	(9,2 %)
► Mission 908 « <i>Culture et patrimoine</i> »	332 millions F CFP	(28,3 %)
► Mission 909 « <i>Enseignement</i> »	2,1 milliards F CFP	(40,7 %)
► Mission 910 « <i>Santé</i> »	1,6 milliard F CFP	(50,3 %)
► Mission 911 « <i>Vie sociale</i> »	241 millions F CFP	(32,6 %)
► Mission 913 « <i>Environnement</i> »	23 millions F CFP	(5,1 %)
► Mission 914 « <i>Réseaux et équipements structurants</i> »	13,2 milliards F CFP	(60,2 %)
► Mission 915 « <i>Transports</i> »	310 millions F CFP	(14,2 %)
► Mission 916 « <i>Urbanisme, habitat et foncier</i> »	13,1 milliards F CFP	(42,4 %)
► Mission 951 : « <i>Gestion financière</i> »	45,8 milliards F CFP	(92,0 %)

III-. OPÉRATIONS D'ORDRE

Les opérations d'ordre sont des opérations comptables qui concernent à la fois une opération de dépense et une opération de recette. Elles sont sans incidence sur la trésorerie mais leur impact sur le résultat de l'exercice peut être important (ex : les exonérations fiscales et les crédits de défiscalisation).

En 2021 elles totalisent 62,3 milliards F CFP.

En section d'investissement, elles s'élèvent à 32,2 milliards F CFP et se décomposent ainsi :

- quote-part du PGE n° 2 destinée à des dépenses de fonctionnement : 26,8 milliards F CFP ;
- écritures de neutralisation de la dotation aux amortissements : 1,9 milliard F CFP ;
- cessions à titre gratuit par la Polynésie française, en faveur de l'OPH : 1,4 milliard F CFP ;
- dotation aux amortissements des subventions transférables : 711 millions F CFP ;
- cession à titre gratuit au profit de la Polynésie française de l'ensemble immobilier dénommé « Hotel de la Marine » : 663 millions F CFP ;
- cession à titre gratuit au profit de la Polynésie française du bâtiment dénommé « Centre 15 » : 581 millions F CFP ;
- diverses régularisations : 109 millions F CFP ;
- divers échanges et cessions : 14 millions F CFP.

En section de fonctionnement, elles s'établissent à 30,1 milliards F CFP et se décomposent ainsi :

- exonérations douanières pour 12 milliards F CFP ;
- dotation aux amortissements pour un montant de 10,8 milliards F CFP ;
- crédits d'impôts de défiscalisation locale à hauteur de 3,7 milliards F CFP au titre de l'impôt sur les sociétés et de 549 millions F CFP au titre de l'impôt sur les transactions pour un montant total de 4,3 milliards F CFP ;
- exonérations de la recette des hypothèques à hauteur de 2,2 milliards F CFP ;
- travaux en régie pour un montant global de 412 millions F CFP ;
- écritures relatives à des échanges et des cessions pour 384 millions F CFP ;
- dotation aux amortissements des charges financières à répartir pour 97 millions F CFP.

IV-. ANALYSE DE L'EXÉCUTION

Un rappel des résultats et de la situation financière des exercices 2013 à 2021 figurent en annexe au présent rapport (cf. annexe 3).

A-. RÉSULTATS

1-. Résultat de fonctionnement

De nouveau, exceptionnellement pour 2021, il convient de retraiter les données de la quote-part du PGE 2 (26,8 milliards F CFP) qui permet de financer des dépenses de fonctionnement.

Ainsi, le résultat de clôture retraité de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 s'établit à 11,7 milliards F CFP.

2-. Résultat d'investissement

Le résultat de la section d'investissement de l'exercice 2021 est arrêté à - 43,6 milliards F CFP, soit un besoin de financement non couvert.

Compte tenu de l'affectation d'un excédent de fonctionnement capitalisé de 14,9 milliards F CFP, et après reprise du solde de - 11 milliards F CFP au 1er janvier 2021, le solde de clôture de la section d'investissement pour 2021 s'établit à - 39,8 milliards F CFP.

3- Résultat cumulé global

Le résultat de fonctionnement de 11,7 milliards F CFP et le résultat d'investissement de - 43,6 milliards F CFP donnent ainsi un résultat global de l'exercice 2021 de - 31,9 milliards F CFP.

Après financement du report des crédits de paiement de 53,2 milliards F CFP, il subsiste un excédent de recettes reportées de 27,3 milliards F CFP, justifié principalement par la quote-part de l'emprunt garanti par l'Etat (PGE 2) transférée en section de fonctionnement.

En effet, en raison de la signature tardive du PGE 2, au 31 janvier 2022, il n'a pas été possible d'émettre le titre de recette de cet emprunt en 2021. Cette recette devient donc un reste à réaliser, à reporter sur la gestion 2022, à intégrer dans les autres recettes d'investissement, pour atteindre 80,5 milliards F CFP.

En conséquence, le résultat net global s'établit à 12,3 milliards F CFP contre 13,1 milliards F CFP l'exercice précédent.

B- SITUATION FINANCIÈRE

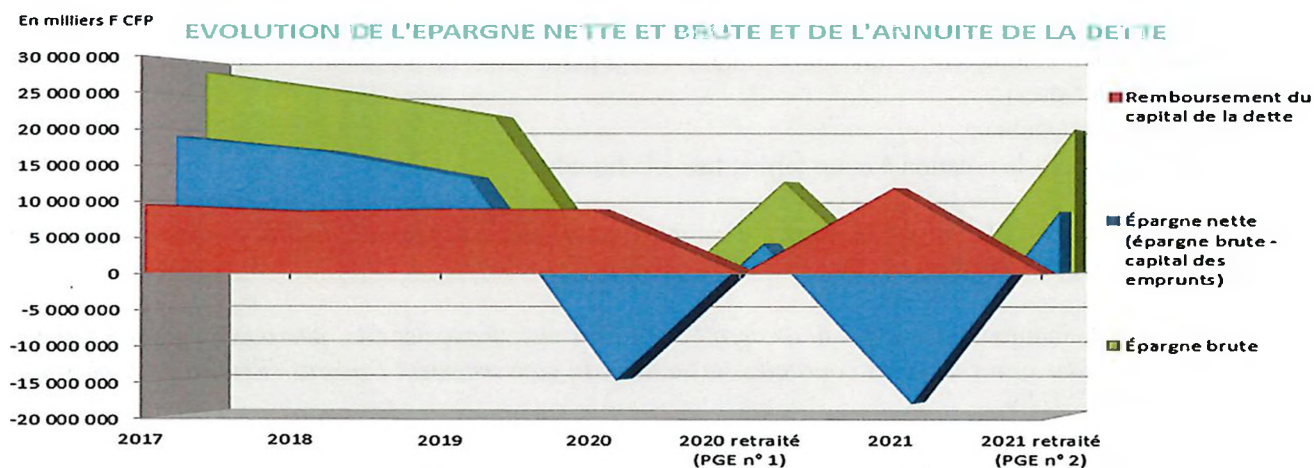
1- L'épargne

Hors intégration de la quote-part du PGE 2 de 26,8 milliards F CFP imputée en section de fonctionnement, l'épargne brute s'établit à - 6,5 milliards F CFP et le résultat de fonctionnement s'établit à - 15,1 milliards F CFP.

Le financement du remboursement en capital de la dette qui s'élève à 11,7 milliards F CFP n'est pas assuré, et l'épargne nette se dégrade (- 18,2 milliards F CFP).

Cependant, par dérogation à la règle d'or qui interdit normalement de transférer en section de fonctionnement un emprunt d'investissement, 26,8 milliards F CFP du PGE 2 sont transférés en recettes de fonctionnement. En conséquence, l'épargne brute s'établit à 20,3 milliards F CFP.

Elle finance le remboursement en capital de la dette et dégage une épargne nette de 8,6 milliards F CFP.



2- La dette

La dette relative au budget général :

En 2021, l'annuité de la dette s'établit à fortement augmenté pour atteindre 14,5 milliards F CFP, en raison du remboursement *in fine* de l'emprunt obligataire de 2014.

Compte tenu du contexte particulier de l'année 2021, l'encours de la dette totale de la Polynésie française progresse pour s'établir à 116,1 milliards F CFP, ce qui représente une hausse de 4,7 milliards F CFP (+4 %).

L'encours de la dette représente 5,7 années d'autofinancement brut contre 8,7 années il y a un an.

La dette garantie :

L'encours de la dette garantie par la Polynésie française s'établit à 10,3 milliards F CFP au 31 décembre 2021.

La caution de la Polynésie française concerne principalement le secteur des transports aériens qui représente 71 % du total garanti. En effet, le Pays a accordé sa garanti aux emprunts contractés par la société Air Tahiti Nui pour le financement de l'acquisition de deux avions *Boeing 787-9 Dreamliner*.

Le ratio de la somme de l'annuité de la dette publique et de l'annuité garantie rapportée aux recettes réelles de fonctionnement s'établit aux alentours de 12 %.

	Total au 31/12/2021	Transports	Sanitaire	Social	Education
AIR TAHITI NUI	7 279 236 277	7 279 236 277	—	—	—
Centre hospitalier de la PF	822 638 461	—	822 638 461	—	—
Prêts d'études aux Étudiants	747 802 808	—	—	—	747 802 808
Office polynésien de l'habitat	1 404 665 442	—	—	1 404 665 442	—
TOTAL	10 254 342 988	7 279 236 277	822 638 461	1 404 665 442	747 802 808
	100,0%	71,0 %	8,0 %	13,7 %	7,3 %

La provision constituée pour un montant de 2,4 milliards F CFP est rapportée à l'encours total garanti à fin 2021 de 10,3 milliards F CFP, soit un taux de couverture du risque de 23,4 %, supérieur au seuil réglementaire de 20 %.

V-. APPRÉCIATION DES COMPTES

A-. AGENCE DE NOTATION

La notation de la Polynésie française reflète sa situation politique, économique, budgétaire et financière.

Le 21 mai 2021, l'agence Moody's a confirmé les notations de la Polynésie française, comme suit :

- A3 pour la notation long terme ainsi que la notation de la dette senior du programme d'émissions EMTN (Euro Medium Term Notes) ;
- la perspective est stable ;
- P-2 (Prime -2) pour la notation à court terme, liée à la liquidité.

La signature de la Polynésie française est maintenue dans le segment « *qualité moyenne supérieure* », et cela depuis décembre 2018.

L'agence indique que « *le profil de crédit de la Polynésie française (A3, perspective stable) reflète ses fondamentaux solides et les mesures courantes du soutien du gouvernement français (France Aa2, perspective stable) en 2020 et 2021* ».

Elle précise que « *même si les conséquences économiques négatives de la crise du coronavirus pèsent sur les recettes fiscales du territoire, son profil de crédit est supporté par une solide performance de fonctionnement, par l'engagement continu du gouvernement polynésien à préserver les équilibres budgétaires, par un endettement soutenable et par sa gestion prudente de la dette* ».

Un relèvement de la notation de la collectivité est envisageable si la notation de l'Etat était également relevée et si l'amélioration de ses pratiques de gouvernance et de gestion devait se poursuivre et si son endettement devait retrouver rapidement son niveau et sa dynamique pré-crise.

B-. INDICE DE QUALITÉ DES COMPTES LOCAUX

L'indice de qualité des comptes locaux (IQCL) élaboré par les services de la Direction Générale des Finances Publiques pour l'ensemble des collectivités de métropole et adapté à la Polynésie française, permet de mesurer la progression ou au contraire la dégradation des comptes d'une collectivité au regard du seul respect des mécanismes comptables. Cet indicateur vise à accroître la lisibilité des comptes et leur sincérité.

Avec un indice de 17,45 sur 20 pour l'exercice 2020, contre 17,21 sur 20 l'exercice précédent, la qualité des comptes du Pays poursuit son amélioration.

L'IQCL de l'exercice 2021 devrait être communiqué à la Polynésie française dans le courant du 3^e trimestre 2022.

2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
10,67	13,68	13,89	15,34	16,60	16,57	16,77	17,21	17,45

VI-. CONCORDANCE AVEC LE COMPTE DE GESTION

Après pointage des comptes, il est constaté une concordance parfaite des écritures comptables entre celles tenues par le comptable et celles tenues par l'ordonnateur du budget pour le budget général de l'exercice 2021.

VII-. TRAVAUX EN COMMISSION

Le présent projet de délibération a été examiné par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 16 juin 2022.

Une première évaluation des atterrissages des recettes de l'exercice 2022 est prévue pour le début du mois de juillet.

Il convient néanmoins de rappeler que certaines recettes sont affectées à des comptes d'affectation spéciale et, en conséquence, ne rentrent pas dans le bilan du budget général.

Par ailleurs, une étude comparative relative à la pression fiscale, notamment des ménages, est envisagée à court terme.

* * * * *

À l'issue des débats, le projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2021 (budget général), a recueilli un vote favorable des membres de la commission.

En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LES RAPPORTEURS

Antonio PEREZ

Tepuaurarii TERIITAHU

SECTION DE FONCTIONNEMENT												
BP 2021			Collectif n° 1		Collectif n° 2		Collectif n° 3		Collectif n° 4		BM 2021	
148 719 731 589			7 678 262 136		0		6 868 247 175		29 654 008 102		193 304 301 000	
TOTAL			CA 2021									
			181 314 382 029		121,9%		93,8%		169 610 839 696		114,0%	

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE POUR L'EXERCICE 2022 - COMPTE ADMINISTRATIF - ÉVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES

SECTION DE FONCTIONNEMENT												
RECETTES (en F CFP)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	BM 2021	2021	Évolution
DROITS À L'IMPORTATION	18 066 528 999	17 840 942 849	16 965 169 000	18 205 832 250	18 653 883 904	19 521 736 511	20 443 691 930	20 680 575 733	19 250 533 845	20 137 324 000	21 101 127 759	9,6%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	35 854 124 641	36 277 466 984	39 534 591 706	41 699 340 664	43 136 099 394	45 263 321 152	47 426 124 140	50 416 963 798	46 122 880 357	48 029 000 054	50 429 058 322	9,3%
AUTRES IMPÔTS INDIRECTS	6 295 483 490	5 934 474 264	5 712 949 650	5 380 213 152	5 997 749 868	7 107 448 853	7 045 207 221	10 871 153 103	7 225 104 087	7 407 700 000	9 041 201 914	25,1%
IMPÔTS DIRECTS	24 153 590 779	23 666 768 501	20 217 150 459	20 839 737 255	22 422 490 357	29 133 635 176	30 499 123 137	25 889 883 786	25 985 121 315	23 945 672 917	24 946 099 654	-4,0%
DGA	10 808 311 816	10 838 515 396	10 477 007 636	10 089 220 524	9 611 893 556	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	0,0%
AUTRES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT	2 926 121 663	3 107 504 731	2 979 989 414	3 104 637 741	3 643 763 832	3 537 090 339	3 623 243 538	3 447 720 759	2 975 125 638	3 361 168 671	3 376 570 753	13,5%
AUTRES RECETTES	5 603 446 812	7 312 061 668	5 359 422 631	7 159 300 340	9 131 935 167	13 584 784 612	8 877 445 410	8 162 251 487	12 376 015 430	14 151 124 028	9 153 586 989	-26,0%
ANNULATIONS DE DÉPENSES	437 386 554	728 674 610	1 092 500 503	913 573 672	972 563 937	654 530 587	942 617 905	794 617 714	973 739 868	3 610 486 658	4 131 317 707	324,3%
RECETTES FISCALES	84 369 727 909	83 187 682 598	82 449 960 815	86 125 123 321	90 130 223 523	101 026 201 692	105 414 145 428	107 858 576 420	98 583 639 604	99 519 696 971	105 517 487 659	7,0%
RECETTES NON FISCALES	25 741 853 957	21 986 756 405	19 908 920 184	21 266 732 177	33 540 156 492	28 582 133 462	23 249 154 777	23 210 317 884	27 130 608 860	31 928 507 281	27 457 507 885	1,2%
TOTAL GÉNÉRAL	110 111 581 866	105 174 439 003	102 358 880 999	107 391 855 498	123 730 380 015	129 608 335 154	128 663 301 205	131 668 894 304	125 714 248 464	131 448 204 252	132 984 995 544	5,8%
SECTION D'INVESTISSEMENT												
DÉPENSES (en F CFP)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	BM 2021	2021	Évolution
CHARGES DE PERSONNEL	30 069 994 228	31 423 905 602	30 436 420 224	29 541 632 416	29 503 449 930	30 181 732 967	30 339 027 187	29 374 483 353	30 535 338 937	31 961 352 831	31 678 842 887	3,7%
FONCTIONNEMENT COURANT	9 203 739 811	9 378 676 694	9 238 273 201	9 519 601 792	10 576 503 279	11 643 133 510	10 231 597 198	12 958 203 161	15 730 418 928	20 272 257 878	17 308 936 296	10,0%
DÉPENSES DE TRANSFERT	35 020 556 563	31 718 530 362	30 241 560 016	27 341 029 591	26 538 241 341	30 877 529 636	31 023 012 762	34 586 343 051	56 418 192 827	44 859 183 149	42 943 275 388	-23,9%
CHARGES FINANCIÈRES	3 990 728 876	4 029 145 300	3 894 379 179	3 927 274 331	3 568 405 058	3 355 504 739	3 073 027 000	2 802 490 591	2 700 776 302	3 368 301 000	2 714 382 390	0,5%
DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 540 683 854	2 232 072 138	735 117 175	859 600 134	5 627 458 135	453 826 063	4 018 579 255	3 746 993 191	3 246 256 920	31 269 695 533	22 991 952 673	608,3%
ADMISSION EN NON VALEUR	1 966 683 020	304 236 969	718 972 214	1 068 542 247	1 881 544 290	2 378 004 174	1 296 264 582	1 554 948 165	633 482 163	1 843 600 000	745 282 251	17,6%
AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	265 381 781	264 480 757	1 123 001 314	296 561 967	242 514 968	244 668 843	233 291 844	268 134 123	243 089 443	286 370 000	235 625 040	-3,1%
SOUS TOTAL	82 077 788 133	79 351 047 822	76 388 123 323	72 554 242 478	77 918 117 001	79 134 390 932	80 228 799 828	85 291 601 635	109 507 555 240	133 880 760 391	118 618 286 925	8,3%
FIP	12 097 774 281	12 224 655 484	14 117 272 170	14 654 913 400	14 155 798 887	15 686 873 665	17 283 057 650	18 551 404 999	18 251 118 450	16 131 965 249	16 131 965 249	-11,8%
DÉGREVEMENTS, REMBTS & ANNULATIONS	5 656 183 172	4 386 677 526	4 536 193 890	4 067 160 145	8 500 281 429	6 265 559 715	5 500 643 373	5 027 477 801	4 130 866 006	6 518 702 111	4 724 857 598	14,4%
TOTAL GÉNÉRAL	99 831 725 586	95 962 380 832	95 041 589 383	91 276 316 623	100 575 316 423	101 106 824 312	103 005 500 851	108 870 484 435	131 889 539 696	156 531 427 751	139 475 119 772	5,8%
SECTION D'INVESTISSEMENT												
RECETTES (en F CFP)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	BM 2021	2021	Évolution
RECETTES DIVERSES D'INVESTISSEMENT	413 785 246	671 620 201	30 873 911	58 079 111	4 435 657	91 502 694	74 795 185	248 467 082	253 057 374	967 704 149	389 179 428	53,8%
REMBT, AVANCES ET CREAANCES SUR TIERS	0	337 132 242	1 325 254 954	3 507 766 180	983 717 125	182 655 493	65 380 340	153 673 341	525 939 802	3 505 685 216	2 852 134 561	442,3%
EMPRUNTS ET DETTES À LONG OU MOYEN TERME	3 937 947 494	6 443 914 082	16 655 131 264	7 168 257 756	7 104 940 335	5 947 615 752	6 392 684 964	5 292 362 768	40 330 190 931	64 726 313 125	16 449 284 009	-59,2%
SUBVENTIONS DE L'ÉTAT	170 960 207	166 772 257	43 134 138	161 575 907	215 087 157	311 524 484	607 630 087	1 381 553 100	1 119 001 115	1 848 026 633	598 100 264	-46,6%
FREP / DGD / 3IF	2 515 807 972	3 055 919 737	4 631 024 620	6 293 855 252	5 926 696 047	3 559 271 820	5 149 478 412	5 040 131 748	5 954 345 858	10 291 743 018	5 256 002 007	-11,7%
SUBVENTIONS DE L'ÉTAT (ÉDUCATION)	539 594 166	175 182 280	266 910 144	461 084 031	218 120 413	165 954 872	340 417 100	200 552 539	266 912 979	437 457 187	225 086 737	-15,7%
SUBVENTIONS DE L'ÉTAT (CONTRAT DE PROJETS)	406 416 706	393 236 199	206 702 289	163 699 991	476 728 995	376 693 880	458 539 684	653 542 199	416 601 413	1 461 881 474	738 125 024	77,2%
TOTAL GÉNÉRAL	7 984 511 791	11 243 776 988	23 159 031 320	17 814 318 228	14 909 725 929	10 635 218 995	13 088 925 752	12 970 482 787	48 866 059 472	83 238 810 802	28 507 912 030	-45,8%
SECTION D'INVESTISSEMENT												
DÉPENSES (en F CFP)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	BM 2021	2021	Évolution
DÉPENSES DIVERSES D'INVESTISSEMENT	1 113 519 661	887 899 480	979 272 194	1 329 130 742	928 598 735	949 687 668	1 254 415 906	1 443 369 175	1 612 716 477	1 910 286 149	1 910 286 149	18,5%
SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSEES	3 281 301 359	2 823 606 565	5 284 175 623	6 946 758 699	8 104 480 855	8 977 092 159	10 897 629 789	12 512 523 759	14 527 201 550	15 590 221 251	15 590 221 251	7,3%
IMMOBILISATION CORPORELLES	2 035 836 130	2 329 537 296	2 486 412 053	7 185 984 025	6 008 177 070	7 087 009 778	7 166 100 095	7 932 352 557	9 325 880 569	7 352 352 557	7 536 138 111	-19,2%
IMMOBILISATION EN COURS	6 068 500 566	6 724 730 487	10 575 364 178	6 095 219 013	6 629 712 705	5 503 504 431	5 744 939 063	7 229 101 802	7 988 912 603	10 291 743 018	10 798 066 889	35,2%
PARTICIPATIONS ET AVANCES	1 000 000 000	1 550 000 000	2 274 195 597	130 000 000	157 923 167	1 002 513 365	0	670 000 000	11 899 232 492	4 355 000 000	4 355 000 000	-63,4%
DÉPENSES RÉELLES HORS REMBT DE LA DETTE	13 499 157 736	14 421 773 828	21 599 419 745	21 687 092 479	21 828 892 532	23 519 907 401	25 063 084 853	29 787 347 293	45 353 943 691	69 513 554 578	40 189 712 400	-11,4%
REMBT EMPRUNTS ET DETTES À LAM TERME	8 135 779 163	8 448 724 687	8 839 090 206	9 103 797 148	9 557 277 630	9 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 785 545 133	11 914 474 622	11 740 144 731	33,6%
TOTAL GÉNÉRAL	21 634 936 899	22 870 498 515	30 438 509 951	30 790 889 827	31 386 170 162	32 930 077 601	33 638 889 591	38 638 563 007	54 139 488 824	81 428 029 200	51 929 857 131	-4,1%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE POUR L'EXERCICE 2022 - COMPTE ADMINISTRATIF - ÉVOLUTION DU RÉSULTAT, DE L'ÉPARGNE ET DE LA DETTE

RÉSULTAT											
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	retraité PGE 1	2021	retraité PGE 2
RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE (INVEST - FONCT)	-2 414 663	37 813	3 138 968	6 678 759	6 206 652	5 103 837	-3 469 670	-11 448 721			-31 912 069
(+) RÉSULTAT ANTERIEUR REPORTE	8 555 296	7 669 773	8 064 171	11 269 017	18 015 619	28 560 606	31 664 442	28 194 772			16 958 329
RÉSULTAT CUMULÉ GLOBAL À LA CLÔTURE	7 669 773	8 064 171	11 269 017	18 015 619	26 560 606	31 664 442	28 194 772	16 958 329			-14 953 740
DONT ÉCARTURES NON BUDGETAIRES	1 529 141	356 595	65 878	67 842	2 338 335		0	212 278			0
REPORTS D'INVESTISSEMENT											
(-) DEPENSES	36 220 932	41 167 224	53 238 992	57 844 352	63 352 522	63 812 992	50 592 740	52 168 135			53 201 577
(+) RECETTES	32 893 032	34 670 050	47 835 372	46 626 789	51 775 758	53 577 604	44 231 718	48 307 815			80 478 593
(=) RÉSULTAT NET GLOBAL	4 341 934	1 566 998	5 865 398	6 798 056	14 984 842	21 429 055	21 833 750	13 098 009			12 323 276
ÉPARGNE											
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	retraité PGE 1	2021	retraité PGE 2
ÉPARGNE BRUTE	9 212 058	7 317 292	16 115 539	23 155 203	28 501 511	28 653 800	22 198 410	-6 175 291	12 865 217	-6 490 429	20 309 398
(-) DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 189 278	2 028 677	3 388 368	4 323 166	5 029 809	5 670 535	6 791 101	7 582 340			8 945 902
neutralisation des amortissements (E/C)											
(+) SUBVENTIONS INVEST. TRANSFÉRÉES CPT RÉSULTAT	298 329	731 504		1 560 712	2 866 422	2 085 205	2 082 538	1 955 954			1 907 059
(-) PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS				15 060	85 583	106 415	166 801	259 377			711 189
(=) RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT	7 022 780	5 988 615	12 727 171	18 846 575	23 557 285	20 089 680	15 573 462	-13 538 584	5 501 924	-15 096 285	11 703 542
RAPPORTÉ AUX RECETTES RÉELLES DE FONCT.	6,68%	5,17%	11,85%	15,23%	18,18%	15,61%	11,88%	-10,77%	4,38%	-11,35%	7,32%
(-) AMORTISSEMENT DU CAPITAL DES EMPRUNTS	8 448 725	8 639 090	9 103 797	9 557 278	9 410 170	8 575 805	8 851 216	8 765 545			11 740 145
ÉPARGNE NETTE (ÉP. BRUTE - EMPRUNTS)	763 333	-1 521 798	7 011 742	13 587 925	19 091 341	17 077 995	13 347 194	-14 960 836	4 079 672	-18 230 573	8 569 254
DETTE											
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		2021	
INTÉRÊTS DE LA DETTE	4 145 677 293	3 981 195 508	3 996 363 951	3 617 034 807	3 354 831 207	3 112 847 990	2 842 031 057	2 830 209 234			2 748 500 896
Budget général	4 028 270 537	3 893 715 441	3 927 274 331	3 568 405 058	3 354 831 207	3 112 847 990	2 842 031 057	2 830 209 234			2 748 500 896
CAVC	117 406 756	87 480 067	69 089 620	48 629 749	0	0	0	0			0
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	9 295 247 505	9 460 682 746	9 478 315 247	9 940 737 897	9 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 785 545 133			11 740 144 731
Budget général	8 448 724 687	8 639 090 206	9 103 797 148	9 557 277 630	9 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 785 545 133			11 740 144 731
CAVC	850 522 818	621 592 540	374 518 099	383 460 267	0	0	0	0			0
ANNUITÉ	13 444 924 798	13 441 878 254	13 474 679 198	13 557 772 704	12 765 001 407	11 688 652 728	11 693 248 771	11 615 754 367			14 488 645 627
MOBILISATION D'EMPRUNTS EN N	6 742 243 438	17 386 634 844	7 168 257 756	7 104 940 335	5 947 615 752	6 392 684 954	5 292 362 768	40 330 190 931			16 449 284 009
ENCOURS DE LA DETTE PF AU 31-12	86 320 583 283	94 246 535 665	91 936 478 183	89 100 680 610	85 638 126 159	83 455 006 388	79 896 153 466	111 440 799 264			116 149 938 542

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

900/960 : POUVOIRS PUBLICS	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	4 724 328 170	4 620 009 635	104 318 535
BM 2021	4 685 118 813	4 557 548 418	127 570 395
CA 2021	4 302 410 462	4 273 425 048	28 985 414
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	91,1%	92,5%	27,8%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	91,8%	93,8%	22,7%
901/961 : MOYENS INTERNES	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	2 361 800 226	885 025 829	1 476 774 397
BM 2021	4 981 605 926	944 190 628	4 037 415 298
CA 2021	2 506 705 972	713 379 085	1 793 326 887
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	106,1%	80,6%	121,4%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	50,3%	75,6%	44,4%
902/962 : PERSONNEL	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	30 599 602 154	30 599 602 154	-
BM 2021	31 689 220 629	31 689 220 629	-
CA 2021	31 543 833 910	31 543 833 910	-
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	103,1%	103,1%	-
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	99,5%	99,5%	-
903/963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	19 363 735 146	17 507 197 123	1 856 538 023
BM 2021	23 365 779 548	17 691 352 123	5 674 427 425
CA 2021	19 613 187 405	17 549 701 488	2 063 485 917
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	101,3%	100,2%	111,1%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	83,9%	99,2%	36,4%
904/964 : TOURISME	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	2 846 320 131	2 383 914 750	462 405 381
BM 2021	10 844 980 497	2 754 376 631	8 090 603 866
CA 2021	3 226 422 402	2 492 725 674	733 696 728
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	113,4%	104,6%	158,7%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	29,8%	90,5%	9,1%
905/965 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	5 159 151 361	3 763 911 667	1 395 239 694
BM 2021	11 644 967 188	4 087 133 155	7 557 834 033
CA 2021	5 908 544 772	3 794 007 914	2 114 536 858
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	114,5%	100,8%	151,6%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	50,7%	92,8%	28,0%
906/966 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	2 751 061 698	2 451 061 698	300 000 000
BM 2021	3 672 519 841	2 426 972 725	1 245 547 116
CA 2021	2 489 872 356	1 873 422 356	616 450 000
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	90,5%	76,4%	205,5%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	67,8%	77,2%	49,5%
907/967 : TRAVAIL ET EMPLOI	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	8 778 860 189	8 703 864 218	74 995 971
BM 2021	9 675 834 927	9 455 130 172	220 704 755
CA 2021	9 182 800 659	9 162 385 558	20 415 101
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	104,6%	105,3%	27,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	94,9%	96,9%	9,2%
908/968 : CULTURE ET PATRIMOINE	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	1 984 385 397	1 256 997 597	727 387 800
BM 2021	2 369 679 675	1 197 003 847	1 172 675 828
CA 2021	1 505 867 741	1 173 926 321	331 941 420
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	75,9%	93,4%	45,6%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	63,5%	98,1%	28,3%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

909/969 : ENSEIGNEMENT	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	5 899 719 047	4 458 871 047	1 440 848 000
BM 2021	9 819 428 604	4 550 365 461	5 269 063 143
CA 2021	6 523 338 933	4 379 772 483	2 143 566 450
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	110,6%	98,2%	148,8%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	66,4%	96,3%	40,7%
910/970 : SANTÉ	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	4 700 946 269	3 770 796 263	930 150 006
BM 2021	12 051 365 175	8 860 438 238	3 190 926 937
CA 2021	9 928 032 486	8 323 586 559	1 604 445 927
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	211,2%	220,7%	172,5%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	82,4%	93,9%	50,3%
911/971 : VIE SOCIALE	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	6 343 399 779	5 912 559 763	430 840 016
BM 2021	7 227 884 121	6 484 633 780	743 250 341
CA 2021	6 142 640 871	5 900 692 508	241 948 363
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	96,8%	99,8%	56,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	85,0%	91,0%	32,6%
913/973 : ENVIRONNEMENT	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	1 103 006 061	786 912 396	316 093 665
BM 2021	1 166 484 017	717 413 476	449 070 541
CA 2021	603 466 271	580 775 836	22 690 435
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	54,7%	73,8%	7,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	51,7%	81,0%	5,1%
914/974 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	16 473 045 747	5 498 894 447	10 974 151 300
BM 2021	26 984 927 553	5 023 510 710	21 961 416 843
CA 2021	16 942 384 348	3 726 319 720	13 216 064 628
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	102,8%	67,8%	120,4%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	62,8%	74,2%	60,2%
915/975 : TRANSPORTS	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	5 239 241 486	3 649 647 662	1 589 593 824
BM 2021	15 714 807 634	13 532 255 421	2 182 552 213
CA 2021	13 434 776 971	13 124 527 292	310 249 679
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	256,4%	359,6%	19,5%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	85,5%	97,0%	14,2%
916/976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	11 815 653 106	1 513 382 981	10 302 270 125
BM 2021	32 928 023 700	2 095 283 763	30 832 739 937
CA 2021	15 086 353 167	2 022 294 735	13 064 058 432
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	127,7%	133,6%	126,8%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	45,8%	96,5%	42,4%
950/990 : GESTION FISCALE	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	24 595 781 880	24 595 781 880	–
BM 2021	27 881 166 677	27 881 166 677	–
CA 2021	24 426 774 135	24 426 774 135	–
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	99,3%	99,3%	
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	87,6%	87,6%	
951/991 : GESTION FINANCIÈRE	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
BP 2021	29 164 932 614	13 961 300 479	15 203 632 135
BM 2021	85 436 997 359	35 648 543 589	49 788 453 770
CA 2021	80 370 847 572	34 549 289 074	45 821 558 498
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	275,6%	247,5%	301,4%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	94,1%	96,9%	92,0%

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DBF22200923DL-4

DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2021 (budget général)

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2020-73 APF du 3 décembre 2020 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu l'arrêté n° 706 CM du 17 mai 2022 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2022/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Les recettes budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2021 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *deux cent trente-six milliards sept cent trente et un millions cent trente-trois mille neuf cent quarante-trois francs pacifique (236 731 133 943 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement	181 314 382 029	F CFP
Section d'investissement (hors compte 106 8).....	40 511 809 075	F CFP
Compte 106 8 "excédent de fonctionnement capitalisé" .	14 904 942 839	F CFP
TOTAL	236 731 133 943	F CFP

Article 2.- Les dépenses budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2021 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *deux cent cinquante-trois milliards sept cent trente-huit millions deux cent soixante mille quatre cent trente-trois francs pacifique (253 738 260 433 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement	169 610 839 696	F CFP
Section d'investissement	84 127 420 737	F CFP
TOTAL	253 738 260 433	F CFP

Article 3.- Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.

Article 4.- Est constatée pour l'exercice 2021, au titre du budget général, la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de la Polynésie française.

Article 5.- Est constatée la reprise dans les comptes du pays de l'écart de conversion des emprunts :

	Fonctionnement compte 110 "report à nouveau (solde créditeur)" et compte 12 "résultat de l'exercice"	Investissement Solde créditeur des comptes de bilan (hors compte 110 et 12)
Ecart de conversion des emprunts	-	5

Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Béatrice LUCAS

Le président,

Gaston TONG SANG